

COURRIER DE ROANNE

HEBDOMADAIRE, POLITIQUE, INDÉPENDANT

ABONNEMENTS : Un an, 10 fr. ; — Six mois, 5 fr. 50 c.
INSERTIONS : Réclames, la ligne 25 c. — Annonces, la ligne, 15 c.

RÉDACTEUR EN CHEF : E. CRITOT

BUREAUX : Impasse de la Sous-préfecture, ouverts de 9 à 11 heures du matin, et de 3 à 5 heures du soir.

Les annonces judiciaires et légales seront insérées en 1870, pour le département de la Loire, dans les cinq journaux suivants : le *Mémorial de la Loire*, le *Journal de Montbrison*, le *Courrier de Roanne*, le *Journal de Roanne* et l'*Echo Roannais*.

Pour tout ce qui concerne la rédaction, s'adresser au rédacteur en chef. Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

A la dernière heure, nous apprenons que le comité démocratique républicain de Roanne présente comme candidats à la constituante :

MM.

**JULES FAVRE
BRISON
PEILLON**

M. Brison a donné sa démission de Sous-Prefet de l'arrondissement de Roanne.

Les explications qui ont précédé la liste des candidats au conseil municipal, liste présentée par le Courrier, ne sont que l'expression des sentiments du journal et non de ceux des candidats portés sur cette liste, et qui individuellement ont conservé et se réservent leur entière liberté, se soumettant ainsi au verdict des électeurs.

BULLETIN POLITIQUE

Roanne, le 24 septembre 1870.

Nouvelles en circulation et dépêches reçues venant de Berlin sont contradictoires.

A cela rien d'étonnant ! En effet, ainsi que l'indique une circulaire du directeur général des services télégraphiques, l'investissement de Paris est complet depuis le 19 courant. Par conséquent jusqu'à ce jour aucune nouvelle certaine n'a pu encore nous parvenir de la capitale.

Dès à présent, il nous faut donc redouter les télégrammes venant de la capitale ennemie et craindre surtout qu'ils ne nous donnent plus que de faux renseignements, tendant à porter le découragement dans nos provinces.

Nous sommes sûrs que Paris résiste ; que Paris ne se rendra pas ; à nous maintenant de nous préparer à la défense, de nous préparer à lui porter secours.

L'ennemi que Paris retient sous ses murs et va combattre à chaque heure, c'est le même qui pourra se répandre dans nos provinces et y promener le pillage et la dévastation.

Hâtons-nous donc et préparons-nous à le combattre sans pitié ni merci. Cessons tous autres travaux que ceux pressants de l'agriculture et instruisons-nous dans le métier des armes.

La paix ne nous est pas encore possible ; elle serait trop honteuse, et la république ne pourrait la subir. Unissons-nous donc tous comme nous y invite la circulaire des membres du gouvernement provisoire siégeant à Tours. Républicains de la veille, tendons la main à ceux du jour et du lendemain, et nous discuterons de nos mérites à gouverner la nation alors que l'ennemi, refoulé de notre territoire, ne sera plus le maître chez nous, alors seulement que nous n'aurons plus à craindre qu'il vienne nous imposer un nouveau souverain, ne nous ovelle honte peut-être !

Aujourd'hui il faut avant tout être Français, car la France est envahie, et pour sa défense elle a besoin du concours de tous ses enfants, elle a besoin de la République.

A l'œuvre donc et agissons. Demain seront nommés les conseillers municipaux. Chaque citoyen est libre de porter ceux de son choix, c'est son droit, comme chaque candidat est libre de se présenter aux électeurs en compagnie de qui il lui plaît et avec qui il est sûr d'être en communauté d'idées. Nul ne peut s'imposer ; mais chacun peut affirmer ses idées, sa ligne politique, et chacun peut croire qu'il ne lui est possible de faire triompher l'un ou l'autre qu'avec M. M. tels et tels.

Au public à juger lesquels lui conviennent le mieux.

Pour nous aujourd'hui qu'il s'agit avant tout de défense nationale, nous avons cru devoir présenter aux électeurs des candidats qui n'entendent nullement se séparer les uns des autres, qui vous ont donné le plus grand nombre la mesure de ce qu'ils pouvaient faire et qui tous aujourd'hui espèrent apporter un concours dévoué à la défense nationale et à la fondation durable des institutions Républicaines.

Ils n'entendent gêner les droits de personne, et en publiant leur liste telle que l'a fait le

Courrier de Roanne, ils n'ont eu d'autre prétention que de maintenir les leurs. Demain les électeurs jugeront !

L'entrevue de M. Jules Favre et de M. Bismark, qui a eu lieu au château de Perrière, appartenant à M. de Rostchild, n'a pu aboutir à aucune concession, pas même à celle d'un armistice jusqu'au 2 octobre. La Prusse, fière de ses succès, veut profiter de ses victoires. Ce n'est plus une armée qui a voulu défendre et venger son pays, ce n'est plus qu'une horde de barbares disciplinés, venus pour piller et incendier. Ils se servent des lois de la guerre seulement pour arriver à leur but.

Puisqu'il ne nous reste plus qu'une défense désespérée, organisons-la au plus vite.

Portons nos choix sur les plus fermes, les plus dévoués, les plus capables soit comme conseillers municipaux, soit comme députés et que cette idée de défense nous vienne du cœur, pour en rendre l'organisation facile.

Comme nous ne pourrions rien ajouter aux renseignements donnés par les dépêches télégraphiques que nous publions ci-après, nous les donnons sans autres commentaires. Seulement gardons-nous aujourd'hui de celles venues de Berlin, comme des bruits contradictoires qui pourraient circuler.

Le gouvernement installé à Tours, saura toujours nous renseigner et il le fera sincèrement.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

Evreux, 21, soir.

Quelques cavaliers prussiens ayant paru dans les environs de Mantes, firent des réquisitions, puis rejoignirent leurs corps d'armée qui passe la Seine près de Treil.

Meln est occupé et entouré par des forces prussiennes considérables.

Epinal, 21 septembre.

Un nouveau ballon a été trouvé à Feneustranges, contenant de nombreuses lettres et constatant que la place est approvisionnée pour longtemps et que le moral des troupes est excellent.

Schlestadt, 21.

Dans la nuit du 13 au 14 septembre, la garnison de Strasbourg a fait une sortie et surpris l'ennemi dans les tranchées ; deux régiments ont été abimés.

Dans la nuit du 17 au 18 septembre, l'ennemi a tenté l'assaut, mais il a été repoussé avec des pertes énormes.

La proclamation de la République a ranimé l'ardeur des défenseurs de Strasbourg.

Les fugitifs constatent que la place est bien approvisionnée et tiendra fermement. L'ennemi se concentre vers Strasbourg.

Neufchâteau, 21.

Confirmation qu'un assaut des Prussiens a été tenté contre Toul dans la nuit de dimanche à lundi a été repoussé avec de grandes pertes.

Une partie des troupes ennemies ont abandonné le siège pour marcher vers Paris.

On assure que les Français sont parvenus à entrer à Toul, apportant du secours.

Tours, 22, midi 15.

Des télégrammes du 20 septembre, de source prussienne, portent que l'investissement de Paris est complet depuis une ligne qui part de Vincennes jusqu'à Versailles.

Deux corps d'armée bavarois, près de Sceaux, ont attaqué 3 divisions de Vinoy, les ont refoulés derrière les forts et ont capturé 7 canons et beaucoup de prisonniers.

Mundolsheim, 20.

La landwehr a pris, aujourd'hui, la lunette 53 à Strasbourg, en réduisant au silence le feu français.

Gien, 22.

Le bruit paraît se confirmer que 2.000 Prussiens épuisés et débandés, avec de nombreux canons, sont entrés à Pithiviers, Malherbes et Puiseaux, et seraient disposés à se rendre.

Havas.

AUX FRANÇAIS

Nous avons fraternellement averti l'Allemagne. L'Allemagne a continué sa marche sur Paris. Elle est aux portes.

L'empire a attaqué l'Allemagne comme il avait attaqué la République, à l'improviste, en traître ; et aujourd'hui l'Allemagne, de cette guerre quel empire lui a faite, se venge sur la République.

Soit. L'histoire jugera. Ce que l'Allemagne fera maintenant la regarde ; mais nous France, nous avons des devoirs envers les nations et envers le genre humain. Remplissons les.

Le premier des devoirs est l'exemple. Le moment où nous sommes est une grande heure pour les peuples.

Chacun va donner sa mesure. La France a ce privilège, qu'a eu jadis Rome, qu'a eu jadis la Grèce, que son péril va marquer l'étiage de la civilisation.

Où en est le monde ? Nous allons le voir.

S'il arrivait, ce qui est impossible, que la France succombât, la quantité de submersion qu'elle subirait indiquerait la baisse de niveau du genre humain.

Mais la France ne succombera pas. Par une raison bien simple, et nous venons de la dire. C'est qu'elle fera son devoir.

La France doit à tous les peuples et à tous les hommes de sauver Paris ; non pour Paris, mais pour le monde.

Ce devoir, la France l'accomplira.

Que toutes les communes se lèvent ! que toutes les campagnes prennent feu ! que toutes les forêts s'empressent de voix tonnantes ! Tocsin ! Tocsin ! que de chaque maison il sorte un soldat ; que le faubourg devienne régiment ; que la ville se fasse armée. Les Prussiens sont huit cent mille, vous êtes quarante millions d'hommes. Dressez-vous, et soufflez sur eux ! Lille, Nantes, Tours, Bourges, Orléans, Dijon, Toulouse, Bayonne, ceignez vos reins. En marche ! Lyon, prends ton fusil, Bordeaux, prends ta carabine, Rouen, tires ton épée, et toi Marseille, chantes ta chanson et viens terrible.

Cités, cités, faites des forêts de piques, épaississez vos baïonnettes, attellez vos canons, et toi village, prends ta fourche. On n'a pas de poudre, on n'a pas de munitions, on n'a pas d'artillerie ? Erreur. On en a. D'ailleurs, les paysans suisses n'avaient que des cognées, les paysans polonais n'avaient que des faux, les paysans bretons n'avaient que des bâtons.

Et tout s'évanouissait devant eux ! Tout est secourable à qui fait bien. Nous sommes chez nous. La saison sera pour nous, la bise sera pour nous, la pluie sera pour nous. Guerre ou Honte ! Qui veut peut.

Un mauvais fusil est excellent quand le cœur est bon ; un vieux tronçon de sabre est invincible quand le bras est vaillant. C'est aux paysans d'Espagne que s'est brisé Napoléon. Tout de suite, en hâte, sans perdre un jour, sans perdre une heure, que chacun, riche, pauvre, ouvrier, bourgeois, laboureur, prenne chez lui ou ramasse à terre tout ce qui ressemble à une arme ou à un projectile. Roulez des rochers, entassez des pavés, changez les socs en haches, changez les sillons en fosses, combattez avec tout ce qui vous tombe sous la main, prenez les pierres de notre terre sacrée, lapidez les envahisseurs avec les ossements de notre mère la France. O citoyens, dans les cailloux du chemin, ce que vous leur jetez à la face, c'est la patrie.

Que tout homme soit Camille Desmoulins, que toute femme soit Théroigne, que tout adolescent soit Barral ! Faites comme Bonbonnel, le chasseur de panthères, qui, avec quinze hommes, a tué vingt Prussiens et fait trente prisonniers. Que les rues des villes dévorent l'ennemi, que la fenêtre s'ouvre furieuse, que le logis jette ses meubles, que le toit jette ses tuiles, que les vieilles mères indignées attestent leurs cheveux blancs. Que les tombeaux crient, que derrière toute muraille on sente le peuple et Dieu, qu'une flamme sorte partout de terre, que toute broussaille soit le buisson ardent ! Harcelez-ici, foudroyez là, interceptez les convois, coupez les prolonges, brisez les ponts, rompez les routes, effrondiez le sol, et que la France sous la Prusse devienne abîme !

Ah ! peuple ! te voilà aculé dans l'antré. Déploie ta stature inattendue. Montre au monde le formidable prodige de ton réveil. Que le lion de 92 se dresse et se hérisse, et qu'on voit l'immense volée noire des vautours à deux têtes s'enfuir à la secousse de cette crinière.

Faisons la guerre de jour et de nuit, la guerre des montagnes, la guerre des plaines, la guerre des bois. Levez-vous ! Pas de trêve, pas de repos, pas de sommeil. Le despotisme attaque la liberté, l'Allemagne attaque la France. Qu'à la sombre chaleur de notre sol cette colossale armée fonde comme la neige. Que pas un point du territoire ne se dérobe au devoir. Organisons l'effrayante bataille de la patrie. O francs-tireurs, allez, traversez les halliers, passez les torrents ; profitez de l'ombre et du crépuscule, serpez dans les ravins, glissez-vous, rampez, ajustez, tirez, exterminiez l'invasion. Défendez la France avec héroïsme, avec désespoir, avec tendresse. Soyez terribles, ô patriotes ! Arrêtez-vous seulement, quand vous passerez devant une chaumière, pour baiser au front un petit enfant endormi.

Car l'enfant c'est l'avenir. Car l'avenir c'est la République.

Faisons cela, Français.

Quant à l'Europe, que nous importe l'Europe ! Quelle regarde, si elle a des yeux. On vient à nous si l'on veut. Nous ne quètons pas d'auxiliaire. Si l'Europe a peur, qu'elle ait peur. Nous rendons service à l'Europe, voilà tout. Qu'elle reste chez elle, si bon lui semble. Pour le formidable dévouement que la France accepte, si l'Allemagne l'y contraint, la France suffit à la France, et Paris suffit à Paris.

Paris a toujours donné plus qu'il n'a reçu. S'il engage les nations à l'aider, c'est dans leur intérêt plus encore que dans lesien. Qu'elles fassent comme elles voudront. Paris ne prie personne. Un si grand suppliant que lui étonnerait l'histoire. Sois grande ou sois petite, Europe, c'est ton affaire. Incendiez Paris, Allemands, comme vous avez incendié Strasbourg. Vous allumerez les colères plus encore que les maisons.

Paris a des forteresses, des remparts, des fossés, des canons, des casemates, des barricades, des égouts qui sont des sapes ; il y a de la poudre, du pétrole et de la nitro-glycérine ; il a trois cent mille citoyens armés ; l'honneur, la justice, le droit, la civilisation indignée, fermentent en lui, la fournaise vermeille de la République s'enfle dans son cratère ; déjà sur ses pentes se répandent et s'allongent des coulées de lave, et il est plein, ce puissant Paris, de toutes les explosions de l'âme humaine. Tranquille et terrible, il attend l'invasion, et il sent monter son bouillonnement. Un volcan n'a pas besoin d'être secouru.

Français, vous combattez. Vous vous dévouez à la cause universelle, parce qu'il faut que la France soit grande afin que la terre soit affranchie ; parce qu'il ne faut pas que tant de sang ait coulé et que tant d'ossements aient blanchi sans qu'il en sorte la liberté ; parce que toutes les ombres illustres, Léonidas, Brutus, Arminius, Dante, Rienzy, Washington, Danton, Riego, Manin, sont là souriantes et fières autour de vous ; parce qu'il est temps de montrer à l'univers que la vertu existe, et que la patrie existe ; et vous ne faiblirez pas, et vous irez jusqu'au bout, et le monde saura par vous que si la diplomatie est lâche, le citoyen est brave ; que s'il y a des rois, il y a aussi des peuples, que si le continent monarchique s'éclipse, la République rayonne, et que si, pour l'instant, il n'y a plus d'Europe, il y a toujours une France.

VICTOR HUGO.

Paris, 18 septembre 1870.

On lit dans le *Siècle* :

Le bruit d'une restauration bonapartiste est répandu de tout côtés par les souteneurs du régime qui vient de succomber dans la honte et dans le sang.

Les gens dont nous parlons appuient leurs mensonges sur la correspondance d'un journal anglais, d'après laquelle le roi de Prusse, dans l'entrevue qu'ils a eue au moment de la fatale capitulation de Sedan avec l'homme qui porta le titre d'empereur des Français, aurait promis à ce dernier d'assurer le trône à son fils.

Des motifs qu'il est inutile d'énumérer ici nous empêchent d'ajouter foi à cette promesse. Eût-elle été faite réellement, nous ne croirions pas davantage à la possibilité de sa réalisation.

La chute de l'empire est complète, irrémédiable, absolue. Il n'y a pas de puissance humaine capable de le relever, parce qu'il n'y a pas dans l'histoire de fin plus honteuse, plus misérable, mieux méritée que la sienne. C'est un de ces châtements qui s'étendent de la famille à la lignée, et de l'homme au nom.

Le hasard joue un rôle dans les choses humaines ; le sort des batailles est chanceux, le destin trahit quelques fois les plus braves, mais dans la chute de l'empire, quel est le rôle du hasard ? Qu'on nous montre la moindre combinaison qu'un sort funeste ait déjournée ? Ou est l'acte de bravoure de Louis Bonaparte qu'on puisse accuser le destin d'avoir trahi ?

Cet homme a jeté la France dans une guerre immense sans qu'elle fût préparée ; il a forcé ses généraux à livrer ses batailles sans plan ; il a lancé ses armées au milieu de vastes champs de carnage sans s'y montrer une seule fois. S'il y a une fatalité dans les conséquences de cette impéritie, de cet aveuglement, de cette lâcheté, c'est la fatalité de l'expiation.

Bonaparte a expié un règne commencé par l'assassinat, continué par la corruption, terminé par l'infamie. Sa femme et son fils doivent être compris dans la punition du coupable, l'une parce qu'elle a joué un rôle important dans cette conspiration de la démoralisation de la société française par le plaisir et par le luxe, qui a duré près de vingt ans ; l'autre, à cause des leçons et des exemples qu'il a reçus.

S' imagine-t-on le fils de Louis Bonaparte chargé, sous la tutelle de sa mère Eugénie de Montijo, de la mission de guérir les blessures faites par l'empire à l'honneur, à la dignité, à la prospérité de la France ?

Le *Times* publie une dépêche de Berlin d'après laquelle Louis Bonaparte aurait déclaré à M. Bismark que l'opinion publique l'aurait contraint à faire la guerre malgré sa volonté. Rien ne coûte donc à cet homme, pas même le plus flagrant mensonge, pour s'excuser aux yeux de son vainqueur. Le voilà maintenant qui essaye de faire retomber sur la France la responsabilité du désastre que son crime lui a infligé. Et qu'on ne vienne pas dire que nous employons un mot trop fort.

Tout le monde sait bien aujourd'hui que la véritable cause de la guerre d'ont notre infortunée patrie subit les ravages, c'est le vol. Louis Bonaparte, pendant son règne néfaste, n'a pas cessé de puiser dans le trésor public pour satisfaire aux folles prodigalités de sa liste civile, et à l'insatiable cupidité de ses créatures et de ses complices du coup d'Etat.

Ce déficit de nos finances devait tôt ou tard apparaître au grand jour. Louis Bonaparte a fait de la guerre un expédient. La guerre n'a été pour lui qu'une tentative pour anéantir les preuves de son crime ; il comptait sur la fumée du canon pour effacer les traces de ses virements. Il espérait, par un coup de fortune, ramasser une indemnité de guerre suffisante qui dissimulerait ses dilapidations. C'était son unique moyen de salut. Il l'a cherché sur le champ de bataille, où il n'a trouvé que le déshonneur.

Les sénateurs payés par lui, les députés nommés par lui, les journalistes à ses gages, voilà les gens qui ont approuvé la guerre, s'imaginant qu'elle se ferait au profit de leurs appétits et de leurs convoitises, et qu'elle leur livrerait encore la France à manger pendant vingt ans. C'est ce qu'ils appelaient le nouveau baïl de l'empire.

Restaurer sous une forme quelconque cet empire du vol et de la rapine, c'est une tentative au-dessus des caprices, des vengeances et des forces de vainqueurs les plus puissants. Cette légende meurt déshonorée par le vol plus encore que par la défaite. On ne la ressuscitera pas.

Taxile Delord.

9 h. du soir, par dépêche télégraphique, toutes les élections sont ajournées.

Les Mauvaises Raisons.

La postérité ne vaudra pas croire qu'en ce siècle, Allemands et Français, aient passé des mois à s'entregorger, et que, pour les uns comme les autres, une partie de la France ait été changée en un vaste tombeau, sans que la vue de tant de boucheries, de tant de ruines, de tant de calamités effroyables, ait éveillé ou paru éveiller dans le cœur des maîtres de la terre un autre sentiment que celui qui, au théâtre, anime des spectateurs blasés devant lesquels on joue une tragédie émouvante et nouvelle.

L'histoire enregistrera comme un des plus sombres et des plus incompréhensibles scandales qui aient jamais, depuis le commencement du monde, consterné l'âme humaine, la froide impassibilité de la diplomatie européenne, à la veille d'un siège destiné, non pas à rappeler mais à faire oublier celui de la Rome impériale par Alaric, celui de Constantinople par Mahomet II, et tout ce que les âges de barbarie ont légué de plus épouvantable à la mémoire des hommes.

Il y a quelques jours, j'ai essayé de montrer combien l'abstention de l'Europe, devant le pangermanisme armé, était contraire à l'intérêt de tous les gouvernements et menaçante pour le repos de tous les peuples. Eh bien, qui le croirait ? Le Times ne voit dans une considération d'une aussi grave portée qu'un appel aux jalousies internationales, et il me reproche presque de m'en servir comme d'un levier pour exciter l'Europe contre la Prusse. L'agrandissement de l'Allemagne, dit-il, « n'excite aucune alarme en Angleterre ».

Si le Times disait vrai, et si c'était la pensée du cabinet de Saint-James qu'il exprime, lorsqu'il ajoute : « Nous repoussons la prétendue nécessité de maintenir l'équilibre des puissances, pour peu qu'on en veuille faire un motif d'intervention ou même de méditation », l'aveuglement des hommes d'Etat et des publicistes de l'Angleterre serait un phénomène de plus à ajouter à ceux qui marquent la crise lancée où se débat la civilisation moderne.

Eh quoi ! la nécessité de maintenir l'équilibre des puissances avait toujours été jusqu'à présent reconnue et proclamée par les chancelleries ; elle avait été le pivot de leur politique ; c'était le sentiment de cette nécessité qui avait déterminé l'intervention et cimenté l'accord des gouvernements lorsqu'il s'agit de garantir l'indépendance de la Belgique ; c'était cette nécessité que, hier encore, l'Angleterre invoquait, lorsqu'elle rappelait les engagements pris en commun par l'Europe pour préserver l'intégrité du territoire belge, et cet équilibre des puissances, jugé si indispensable quand on craignait qu'il ne fût rompu au profit de la France, voilà qu'on le déclare inutile dès que c'est au profit de la Prusse qu'il menace de disparaître !

Le gouvernement prussien a-t-il donc donné des gages si nombreux, si décisifs, de sa modération et de son désintéressement, qu'il n'y ait pas lieu de se demander ce que le militarisme prussien est capable d'oser et ce que peut devenir, mise en action et pour ainsi dire disciplinée par lui, l'idée du pangermanisme ?

On sait assez quels souvenirs de spoliation se lient à la fondation même de la monarchie prussienne. Ce fut, si j'ai bonne mémoire, un prédécesseur du roi Guillaume qui vola — c'est le mot — la Silésie ; et le royal ami de Voltaire ne trouva pas le partage de la Pologne incompatible avec les saines maximes de cette philosophie dont il affectait de professer la culte.

Depuis lors, tout a été donné, en Prusse, au désir violent de faire d'elle une puissance essentiellement militaire et envahissante. Avec quels succès, la force qu'elle déploie l'atteste. Cette force, il est clair aujourd'hui qu'elle en préparait, qu'elle en rassemblait, qu'elle en organisait les éléments depuis nombre d'années et en silence !

Quant à l'esprit qui dirige sa politique, les Anglais doivent le connaître, s'ils n'ont pas oublié comment le Danemark fut envahi et, surtout, pourquoi il le fut. Pendant qu'ils accusaient la France de convoiter Anvers, le gouvernement prussien, dont ils n'avaient garde de soupçonner l'innocence, prenait possession de Kiel, dont le sort présage celui de Trieste, en attendant que le bras qui, comme je l'ai dit et comme il importe de le répéter, se trouve assez long pour atteindre Paris, s'étende jusqu'à la Haye et s'appesantisse sur Amsterdam.

Pourquoi non ? Ce ne sont pas les ressources qui manquent au militarisme prussien : on en a sous les yeux les preuves sanglantes, et pour mettre ces ressources en œuvre, il a une théorie toute prête, les chambres prussiennes ayant proclamé bien haut, lors de l'annexion du Hanovre, la sainteté des abus de la force et la légitimité du droit de conquête !

Je sais, et le respect de la vérité me commande de reconnaître que l'abus de la force et le droit de conquête furent toujours au fond des idées napoléoniennes. Mais est-il équitable de rendre la France moralement responsable des tendances et des actes d'un régime qui lui fut imposé par le plus odieux des guets-apens, qui ne se maintint que par le mensonge enté sur la tyrannie, et qui n'a glissé dans le sang des soldats qu'après s'être installé dans le sang des citoyens ?

Il est impossible qu'aucun étranger de bonne foi persiste à croire, après la journée du 4 septembre, que la France et l'empire c'était tout un. Ce jour-là, le trop long mensonge d'une confusion monstrueuse a été mis à nu. Ce jour-là, l'indignation de la France contre l'empire, le mépris de la France pour l'empire, ont eu un accent aussi clair que formidable.

Or, cette France qui, le 4 septembre, poussa le grand cri vengeur, avait-elle voulu la guerre ? Non. Si elle l'avait voulu, elle n'aurait pas, d'une voix unanime, et avec enthousiasme, et avec passion, acclamé le gouvernement républicain ; elle n'aurait pas confié le pouvoir à ceux-là mêmes par qui la guerre avait été repoussée et maudite.

Qu'on ne prétende pas, avec le Daily News, qu'elle fit populaire jusqu'au moment des revers. Les avons-nous attendus, ces revers, pour dire, et dire bien haut, que les provocations impériales étaient dictées par l'espoir, cruel et vil, de cimenter au moyen du sang versé l'édifice d'une dynastie ; que l'essor imprimé au militarisme était le pire des fléaux à éviter ; que le despotisme était

le fils de la guerre, et qu'à ce minotaure du Césarisme, qui se nourrit de chair humaine, il fallait refuser son affreux piteux ?

Ce langage n'était pas, j'en conviens, celui des suppôts de l'empire, d'une majorité législative à vendre, ou plutôt vendue, des courtisans traîneurs de sabre, des fonctionnaires payés pour organiser l'enthousiasme et faire crier : « A Berlin ! » Mais c'était celui de la grande majorité des classes moyennes, celui du peuple, celui de la France, représentés par tout ce qui en constitue le cerveau et le cœur, celui de la presse indépendante tout entière, à Paris et dans les provinces, celui de chaque organe de cette foule innombrable, irrésistible, à laquelle, dans une heure d'immortelle mémoire, il ne fallut qu'un cri pour renverser à jamais le trône impérial et ressusciter la République.

Oui, cette guerre si terrible et si funeste, la France la repoussait, et c'est l'empire qui, seul, en est coupable. Que le roi de Prusse ne le nie pas : il l'a affirmé, il l'a proclamé, à la face du monde, lorsqu'il a dit : « Je fais la guerre à Napoléon, et non pas au peuple français. » D'où vient que, lorsqu'il a eu Napoléon sous ses pieds, et devant lui le peuple français, le roi de Prusse n'a pas fait halte ? Le mot de paix prononcé par lui du haut de sa victoire aurait prouvé d'une manière éclatante sa sincérité et donné à ses succès la sanction souveraine de la justice. Au lieu de cela, il a ordonné à ses armées de doubler le pas, et l'alternative a été : démembrement ou bombardement.

Trêve de prétextes ! Trêve de sophismes ! Toute guerre de conquête est détestable : c'est celle-là que rêvait le despotisme abattu.

Toute guerre défensive est légitime : c'est celle-là que fait, depuis qu'il est abattu, la France envahie.

Et elle durera, cette guerre la plus défensive qui fut jamais, tant qu'il restera au peuple français une once de poudre, une goutte sang, un souffle.

Si l'on en doute, qu'on demande à Toul, à Phalsbourg, à Montmédy, à Thionville, à Verdun, à Bitche, à Strasbourg ; qu'on demande à tous ceux qui ont péri. — Interroger les vivants est inutile, quand ce sont les morts qui répondent.

Louis BLANC

LES DOCUMENTS SECRETS DE L'EMPIRE

Nous extrayons d'une de nos correspondances les renseignements suivants sur les papiers secrets trouvés aux Tuileries et à la Préfecture de police :

L'audace des partisans et des serviteurs — ou mieux, des complices — du défunt régime ne connaît plus de bornes. Leurs menées presque au grand jour inquiètent vivement la population parisienne. Voici un fait inouï : Une de leurs bandes s'est introduite dans la préfecture de police, dont ils connaissent tous les détours, et cette bande, à un moment donné, a tenté d'enlever les papiers saisis de la dernière administration. Ces papiers compromettent une foule de gens qui ont le plus grand intérêt à les faire disparaître. Les gardes nationaux, avertis, ont pu arrêter ces malfaiteurs. N'est-ce pas incroyable ? Une pareille impudence ne peut s'expliquer que par l'indulgence dont on fait preuve envers ces ennemis intérieurs, fonctionnaires salariés, complaisants du régime disparu. Les bonapartistes, à voir tous ces gens-là conservés, peuvent croire que l'empire existe encore.

Oh ! oui, ces archives de honte doivent être l'objectif de bien des craintes et de bien des tentatives de violence ! Les personnes chargées aux Tuileries, de les dépouiller, marchent de stupeur en stupeur. Toute l'histoire secrète du régime est là : histoire politique, histoire policière, chronique galante. Ce sont, à chaque instant, des révélations foudroyantes. Il serait bien important que les plus saillants de ces documents fussent publiés avant les élections et affichés sur papier blanc dans toutes les communes de France. Je ne citerai qu'un exemple. On a trouvé l'empreinte, prise à la direction des postes, de la lettre d'un honorable général encore vivant à un autre général actuellement dans une haute situation. Dans cette lettre, écrite en 1867, le signataire prévoyait que l'aveuglement de l'empereur le précipiterait dans la guerre avec la Prusse, et traitait par avance, avec la plus singulière intuition, le tableau de nos désastres. Cette lettre a passé sous les yeux de Napoléon III. Puis, il y a des rapports d'espions du grand monde, d'innombrables notes dictées par l'homme de Décembre aux secrétaires intimes, etc. Aussi conçoit-on qu'il y ait eu, il y a quelques jours, aux Tuileries, une tentative d'incendie.

Les publicistes qui ont usé leur rhétorique au profit du gouvernement déchu, sentant que tout est fini pour l'empire, s'exécutent assez lestement à ses dépens, afin de n'être pas trop mal accueillis lorsqu'ils apporteront à la République le tribut de leurs conseils.

Il nous semble qu'il y a de l'impertinence à prétendre au rôle de mentors de la Démocratie, quand on a rempli l'emploi de thuriferaire impérial.

Ils devraient comprendre qu'après avoir applaudi aux coups d'Etat, il est ridicule de se poser en hommes de principes ; qu'après s'être montrés les aveugles panégyristes du gouvernement qui a ruiné et compromis le pays, leur rôle politique est à peu près à son terme ;

Ils devraient comprendre qu'après avoir accepté les abus, la corruption, les dilapidations, tous les crimes de l'empire, il y a de l'impudence à se faire professeurs de morale et de bien public.

Pourquoi ne pensaient-ils pas à la liberté, quand la France courbait la tête sous l'arbitraire ? Pourquoi ne parlaient-ils pas de justice, quand des millions de de proscrits languissaient dans les solitudes de Cayenne et de Lambessa ? quand les plus illustres citoyens mangeaient le pain amer de l'exil ? Ont-ils eu un mot contre les guerres insensées, les fortunes scandaleuses des sanges publiques, les prodigalités aux courtisanes et toutes infamies de Napoléon III et de son entourage ?

Ils viennent aujourd'hui nous entretenir de modération, de morale, de religion ; grands mots à l'aide desquels on a jusqu'à présent fasciné le peuple, donné le change à l'opinion, plongé la France dans la mortelle léthargie dont vient de la réveiller le canon de Sedan et de Strasbourg.

Quel est leur but ? Celui d'aider à l'affermissement de la République ? Non, mais de faciliter l'entrée de la nouvelle Assemblée à ses mortels ennemis.

La France, cette fois, ne s'y laissera pas tromper !

Chronique locale

Quelques personnes paraissent croire qu'il est interdit de rayer des noms sur les listes de candidats qui circulent imprimées. C'est une erreur.

L'électeur a toujours le droit de voter pour qui bon lui semble, et de se servir pour exprimer son vote des listes qui sont distribuées.

Ce qui n'est pas permis, quoi qu'on ait pu dire, c'est d'imprimer ou de faire imprimer sur une liste le nom d'une personne sans avoir obtenu son consentement, il est facile de comprendre pourquoi. Quand un électeur dépose dans l'urne le nom d'une personne sans la consulter, il use de son droit. Mais lorsque pour faire passer des réactionnaires il publie une liste où il accole parex, le nom d'un républicain dont la conduite n'a jamais varié avec celui d'un de ces hommes qui par un bas calcul, trahissent successivement toutes les causes le jour où elles succombent, il viole un droit individuel sacré.

Le nom d'un homme est sa propriété au même titre et plus encore que son champ, sa maison. On ne peut le prendre et s'en servir sans son aveu.

C'est le droit de chacun de refuser de se laisser porter à une fonction publique, dans un pays où les mandats ne sont pas obligatoires. C'est également le droit de chacun de mettre à sa candidature cette condition. Je ne me laisserais porter sur une liste imprimée qu'avec MM. tels et tels par des raisons morales ou politiques. Ces principes sont élémentaires ; nous les avons affirmés sous l'empire : Je ne m'étonne pas qu'on les conteste au lendemain d'un régime qui a bouleversé toutes les notions du droit. Mais c'est le devoir des démocrates de les rétablir. La République n'est pas comme l'ont insinués les hommes de Bonaparte, un gouvernement qui permet à chacun de faire tout ce qui lui plaît. C'est un régime qui donne à tous les citoyens la liberté et pour cela assure le respect des droits de tous.

Il ne faut pas l'oublier : La liberté c'est le droit pour chaque citoyen de faire tout ce qu'il veut, mais à la condition de ne pas gêner la liberté de son voisin. Ces principes posés, je déclare que jamais ni moi ni mes amis n'avons eu l'intention d'en poursuivre correctionnellement l'application. Les Républicains ont bien prouvé depuis le quatre septembre qu'ils sont incapables de suivre dans la voie de la répression, les errements du régime déchu.

A. AUDIFFRED.

Elections du 25 septembre 1870.

Le Maire de la ville de Roanne, Vu l'arrêté du préfet de la Loire daté du 19 septembre 1870, et relatif au renouvellement intégral des conseils municipaux.

ARRÊTE :

Le vote aura lieu au scrutin de liste. Pour faciliter le vote, la commune de Roanne sera partagée en quatre collèges électoraux.

Le scrutin sera ouvert de 8 heures du matin à 4 heures du soir.

En cas de ballottage les électeurs sont prévenus qu'un second tour de scrutin aura lieu le 28 septembre, aux mêmes heures.

Les sections de l'Est et du Midi avec la liste supplémentaire, voteront à la mairie.

Les sections des Planches et du faubourg Clermont voteront au boulevard du Midi, à la salle d'asile.

Les sections du Centre et du faubourg Mulsant voteront au Collège.

La section du Nord votera au tribunal civil. Roanne, le 22 septembre 1870.

Le Maire, PEILLON.

MAIRIE DE ROANNE AVIS AUX GARDES NATIONAUX

Un certain nombre de citoyens ne se sont pas encore fait inscrire sur les contrôles de la garde nationale bien qu'ils se trouvent dans les conditions de la loi du 18 juin 1851, pour en faire partie. D'autres se sont fait inscrire, mais ne se présentent pas aux exercices.

Ces abstentions sont préjudiciables au bien public et nuisent à la promptitude et bonne organisation de cet important service ; elles excitent déjà des murmures et des réclamations qu'il est urgent de faire cesser. Parmi nous, il ne faut pas de privilégiés.

Le Maire de la ville de Roanne, président du Conseil de recensement, fait un dernier appel au bon vouloir et au patriotisme de tous ; il espère que tous les retardataires auront à cœur de venir se mettre dans les rangs de ceux qui les ont devancés et qu'ils lui épargneront le pénible devoir de recourir aux moyens que la loi met à sa disposition. Les nouvelles inscriptions seront recueillies par MM. les capitaines de chaque compagnie, à la réunion qui aura lieu dimanche prochain, 25 septembre, à 8 heures du matin, aux emplacements désignés pour les exercices.

Sont seuls dispensés de cette réunion et des suivantes, les hommes qui ont présenté des réclamations, réclamations sur lesquelles il sera statué le plus tôt possible par le Conseil de recensement, et les personnes légalement dispensées du service de la garde nationale, en raison des fonctions publiques qu'elles exercent.

Conformément aux dispositions des articles 85 et suivants de la loi précitée, un Conseil de discipline vient d'être institué ; il entrera immédiatement en fonction et jugera toutes les contraventions à ladite. Un ordre de service du commandant, qui sera lu dans les rangs à la réunion de dimanche prochain, en fera connaître la composition.

Roanne, 25 septembre, 1870.

Le Maire, PEILLON.

Nous recevons de M. Canu une lettre protestant contre les bruits dont il est l'objet, elle nous arrive trop tard, nous la publierons dans notre prochain numéro.

SOUS-PRÉFECTURE DE ROANNE Dépêches Télégraphiques.

Circulaire de Tours.

Le Gouvernement de la défense nationale aux électeurs :

En vous appelant aussi à la hâte dans vos comices, le Gouvernement de la défense nationale a voulu vous mettre en possession de l'exercice de la première de vos libertés, si audacieusement violées pendant dix-huit ans par tous les agents serviles d'un pouvoir dont le chef, après s'être lâchement livré, a non moins lâchement livré notre brave armée aux Prussiens, nous laissant en face d'ennemis acharnés à la ruine de notre pays.

Autrefois, l'élection des conseillers municipaux pouvait se faire par des considérations d'intérêt purement local ; mais dans les circonstances actuelles, il est impossible qu'elle n'ait pas un caractère politique.

Ces élections seront la première signification faite à l'ennemi que, mettant de côté toutes les opinions chères à chacun de nous, nous nous donnons fraternellement la main pour conserver la seule forme de gouvernement qui nous donne la force de le chasser.

En 1848, M. Thiers disait à l'Assemblée législative, avec l'accent d'une profonde vérité :

« Conservons la République, c'est le gouvernement qui nous divise le moins. »

Aujourd'hui nous disons : Nous, conservons la République c'est le seul gouvernement qui puisse nous unir devant l'étranger qui souille et dévaste notre sol.

Quel est, en effet, le prétendant qui oserait s'asseoir actuellement sur un trône dont la chute a été si rapide et si ignominieuse ?

Pour tout homme de bonne foi, ne serait-ce pas la guerre civile, c'est-à-dire, la Patrie livrée à l'étranger ? Républicains de la veille, républicains du lendemain par la force des choses, amis des dynasties déchues, unissons-nous donc pour appeler, au sein des conseils municipaux, les plus éclairés, les plus indépendants et les plus résolus à maintenir la République, gage à la fois d'union entre tous et de la délivrance de notre pays.

Ad. CRÉMIEUX, Al. GLAIS-BIZON, L. FOURICHON. Pour copie conforme :

Le sous-préfet, B. BRISON

Monsieur le Préfet,

Vous m'avez fait l'honneur de me comprendre parmi les membres du conseil départemental républicain. Bien que je sois seul à représenter l'arrondissement de Roanne, je n'ai point décliné ces fonctions, parce que nous nous devons tous au pays, par les rudes temps d'épreuves que nous traversons.

Je n'ai pas encore été convoqué ; je n'ai assisté à aucune séance du conseil, et cependant mon nom se trouve du nombre de ceux qui ont signé de récentes délibérations, dont je refuse entièrement la responsabilité.

Jamais je ne voterai une loi contre les suspects, ni un décret contre les émigrés.

Libre est d'abandonner le sol de la patrie, celui qui n'a pas le courage de le défendre. Libres sont ceux, qui sentent dans leurs poitrines battre un cœur français, d'organiser la lutte contre l'ennemi.

L'immense effondrement d'un empire, qui a conduit le pays à sa ruine, a ouvert tous les yeux. Il ne doit exister qu'un parti en France.

Appelons tous les citoyens autour de notre drapeau républicain, et ayons pour devise : « Expulsion de l'étranger, oubli du passé, réorganisation de l'avenir. »

La République mal entendue n'est pas éloignée du despotisme. Gardons-nous de ce péril qui la tue.

Pour moi, l'idéal du gouvernement républicain, c'est le plus grand développement possible de la liberté de tous, jusques et y compris les droits et les devoirs de chacun.

Vous voyez M. le Préfet, que je ne partage pas les tendances du conseil départemental ; veuillez donc accepter ma démission.

Mais je vous prie de ne pas m'oublier, lorsque vous ferez appel au patriotisme et au dévouement à la cause de la liberté.

Agréer, etc. Roanne, 18 septembre 1870.

D^r COUTARET.

Le Gouvernement de la défense nationale vient de prendre une excellente mesure, qui intéresse à la fois notre ville et le pays tout entier. Il a délégué, à Saint-Etienne, avec les pouvoirs les plus étendus, un commissaire chargé d'organiser et d'utiliser toutes les ressources du pays, pour la transformation et la fabrication des armes.

Ce commissaire, M. Toussaint, a lancé ce matin un appel aux ouvriers et aux représentants de l'industrie armurière, qui produira le meilleur effet. Le ton de ce document est à la fois énergique et pratique. Il respire un patriotisme ardent et un grand dévouement à la République. Il sera fort bien accueilli par notre population qui aime qu'on lui parle un langage mâle et ferme.

Nous ne doutons pas que M. Toussaint ne rencontre, parmi tous les hommes compétents, le plus efficace et le plus sincère concours, et nous attendons de sa mission les meilleurs résultats.

ADRIEN DUVAND.

SECOURS AUX BLESSÉS MILITAIRES

Tous les pharmaciens de Roanne soussignés s'engagent à fournir aux ambulances de l'arrondissement de Roanne, tous les médicaments nécessaires pour le traitement de tous les malades militaires, au prix de revient.

Les prix seront cotés conformément au prix courant Menier, sauf pour les variations, à être corrigés en réunion de nous tous, nous engageant réuellement à n'accepter aucun bénéfice.

Roanne, le 20 septembre 1870.

GERBAY, GARNIER, BARLIER, ROCHARD, GONNOM, BERGIRON, CANNIS.

La commune de Montagny a fait déposer à la sous-préfecture un paquet linges de 77 kilos, et l'on nous annonce qu'il s'y fait encore à domicile un quête qui promet d'être fructueuse. Inutile de dire que nous serons heureux d'en faire connaître le montant à nos lecteurs.

Nous ne pouvons que regretter une chose, c'est de ne pas avoir assez de ces sortes de dons à entretenir. Et cependant voilà l'hiver.

Pour tout ce qui doit être signé Le gérant, V. CARTAY.

Roanne, imp. Marion et Vigual.

9 h. du soir, par dépêche télégraphique, toutes les élections sont ajournées.